

ABC du petit populiste

Posted on 27 avril 2019 by Patrick Rouillier

Il y a quelques principes qu'un apprenti dictateur doit connaître pour accéder démocratiquement au pouvoir

1. Le principe démocratique impose de s'appuyer sur le plus grand nombre
2. Le principe démocratique impose de s'appuyer sur les populations les plus malléables, les plus influençables

La méthode va, maintenant, être de favoriser les masses peu cultivées et de ce fait peu douées d'esprit critique et au contraire de dénigrer les élites intellectuelles instruites et douées d'esprit critique.

Le populisme revient donc à donner la parole au peuple et à faire taire les élites intellectuelles et leur relai dans l'opinion, c'est à dire la presse. On retrouve là les stratégies de J.L.Mélançon et M. Le Pen et dans un certain sens les dérives populistes de L. Wauquiez et des dirigeants socialistes.

Pour donner un exemple du principe de manipulation des masses, prenons celui du débat sur la privatisation des aéroport de Paris.

Tout d'abord, un premier regard sur les problématiques des sociétés nationales. Dans ces entreprises l'état est actionnaire, gérant et dirigeant. Dans le même temps l'état, via les citoyens est également client. De plus l'état, via ses fonctionnaires est également salarié. Les intérêts de ces trois parties sont évidemment antagonistes. Le dirigeant doit pérenniser l'entreprise, diminuer les couts et assurer les profits, les clients veulent un meilleur service à bas cout, et les salariés de meilleurs salaires et des conditions de travail améliorées. Dans une société privée ces trois intervenants sont indépendant les uns des autres, souvent en conflit, mais chacun défend ses intérêts. Dans une société nationale ces trois parties sont une seule et unique entité : l'état. Dans ces condition cette entité doit s'avantager tout en se désavantageant, économiser en dépensant plus, bref se battre contre elle-même. Situation pour le moins schizophrénique qui aboutit souvent à des impasses.

Pour en revenir à la privatisation de ADP, l'approche des populistes serait, bien sûr : Cette société fonctionne très bien, elle rapporte un bon pécule à l'état, alors pourquoi s'en séparer. Argument imparable et qui fait mouche auprès de personnes habituées à gérer leur budget personnel, sans mettre en œuvre les notions d'investissement ou autres perspectives à long terme. Ainsi présenté l'option,

gardons à l'état la gestion de ces aéroports, s'impose comme une évidence pour « le peuple ».

Poussons l'analyse un peu plus loin. Pour assurer la rentabilité, à terme, de ces aéroports compte tenu du développement et des évolutions dans le transport aérien cette entreprise doit constamment s'adapter et ceci entraîne des nécessités d'investissement colossaux (c'est ce que l'on observe sur tous les aéroports de la planète). L'état a, bien sûr, les capacités à réaliser ces investissements, mais il a aussi des capacités d'investissement limitées. Il doit de plus investir dans l'éducation, les hôpitaux, les transports terrestres, les voies de communications, l'énergie, Et a du mal à assurer le financement dans tous ces secteurs.

Restent les investissements dans les technologies de demain (télécommunication, intelligence artificielle, biotechnologies, recherches médicale, transition énergétique, etc. etc.). Si ses investissements ne sont pas fait, dans une dizaine d'années, notre pays sera à la traine des autres et vassalisé par les états qui auront su prévoir l'avenir et voir plus loin.

Sans prendre parti sur le fond de la question on voit que le problème est infiniment plus complexe qu'il n'en a l'air. Il s'agit de définir le rôle de l'état en tant que gestionnaire des affaires courantes ou en tant que promoteur des solutions d'avenir. Faut-il laisser au privé la gestion des affaires courantes (ce qu'il sait très bien faire) et dédier à l'état le rôle d'orienter le pays vers son avenir (ce que ne fera pas le privé) ? ou au contraire engranger les revenus et laisser l'avenir du pays au main du privé (Français ou étranger) ? C'est un choix délicat que même les « experts » ont du mal à assumer. Personnellement j'ai bien mon idée mais je suis loin d'être sûr de mon choix, et je doute que les discussions « sur les ronds-points » puissent nous apporter des solutions crédibles.

Tout ceci pour montrer les dangers inhérent au populisme et comment avec des argumentations simplifiées on peut facilement manipuler une opinion crédule par manque de connaissance. Il est certain qu'avec de tels arguments un référendum populaire sur la question pencherait largement en faveur de la conservation de ADP au sein de l'état (parmi une population qui, paradoxalement, a une vision très négative de la gestion de l'état sur son patrimoine)

On en revient au principe de base :

Pour devenir très démocratiquement un bon dictateur : s'appuyer sur le peuple, faire taire les élites et leur relais. C'est la voie choisie par Hitler, Staline, Mussolini, Mao, et plus récemment par Chavez, Poutine, et Erdogan avec le succès et les conséquences que nous connaissons. Méfions-nous de ceux qui, dans notre pays, préconisent ces méthodes